

## édito



L'année 2004 avait été particulièrement « mouvementée » avec le changement de Présidence, le déménagement de l'Association à Marne-La-vallée, le remplacement de l'assistante... dans un contexte de profonde mutation, l'AFVU étant devenue l'AFDU.

L'évolution de l'Association semble aujourd'hui très bien engagée : les adhérents sont restés fidèles et de nouveaux membres nous ont rejoints (Aéroports de Paris, Lyonnaise des Eaux, OTH Bâtiments...), le nom et la nouvelle identité visuelle ont été bien accueillis, tout comme la brochure, outil de communication et élément d'image indispensable. L'année 2005 a aussi connu la naissance de notre site internet ([www.afdu.fr](http://www.afdu.fr)) sur lequel des informations réservées à nos membres leur sont accessibles grâce à un code d'accès annuel personnalisé; de nombreuses manifestations et activités proposées (Dîner-débat avec le Cabinet M-Ph Daubresse, Journée d'étude au Havre, Groupe de Travail sur le SDRIF, Entretiens OTH, Présentation Paris Rive gauche et visite...).



La rentrée s'annonce dynamique avec le voyage d'étude à Venise (8-11 octobre)\*, le Conseil d'Administration le 20 octobre, l'Assemblée Générale le 22 novembre à Saint-Quentin-en-Yvelines, occasion d'approfondir la thématique des « pôles de compétitivité » (Paris 2012 ayant dû être écartée), une journée d'étude Nantes Saint Nazaire - rencontre avec les acteurs locaux du développement le 24 novembre, le groupe de travail sur le « SDRIF », les partenariats avec Forum et Salons professionnels... et plein d'autres projets pour 2006 (Dîner-débat d'actualité, Visite technique IGN, Journée d'étude à Toulouse, ...).

Dans l'attente de vous revoir, je l'espère nombreux à nos rencontres,  
Très cordialement

**Daniel Vachez**  
Président

\* quelques places en chambre double restent disponibles

n°38 - juillet 2005

## FLASH

Pensez à nous intégrer dans vos fichiers de destinataires pour toute information concernant vos politiques urbaines, actions ou projets... « les nouvelles des acteurs du développement urbain » s'en feront l'écho.

Adressez-nous ces informations

par mail : [contact@afdu.fr](mailto:contact@afdu.fr)

ou par courrier :  
BP 34,  
77426 Marne-La-Vallée  
cedex 2

## En bref...

- Nommé(e)s, élu(e)s
- Vincent Fouchier quitte la DATAR pour l'AURIF en tant que dir. délég. au SDRIF.
- Yves Laffoucrière élu Pt du directoire d'immobilière 3F, succède à Michel Ceyrac. L'intérim à la CDC est assuré par Patrick Bridey.
- Alain Gaudet reconduit à la tête du Conseil Supérieur de l'Ordre des géomètres-experts.
- Pierre Simon élu Pt de la CCIP et de la CRCIP IdF.
- Laurence Parisot 1<sup>ère</sup> femme élue à la tête du MEDEF.

### L'A.F.D.U est heureuse de compter parmi ses nouveaux membres...

Aéroports de Paris (ADP) - Beltrando Yannick et Viger-Kohler Antoine, architectes  
Caisse Nationale des Caisses d'Épargne - Guary Claude (AMURES) - La Lyonnaise des eaux  
Norvez Bacot M-Hélène (Grands Projets de Ville - Trappes la Verrière) - OTH Bâtiments - Vos Frédéric, avocat

### Gouvernement Villepin, quelques nominations qui intéressent le développement urbain...

Ministres et directeurs de cabinet

- Brice Hortefeux, Ministre délégué aux Collectivités locales (Th. Coudert)-0149274927
- Christian Estrosi, Ministre délégué à l'Aménagement du territoire (J-M. Drevet)-0149274927
- Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement (J-F. Crenco)-0144383838
- Dominique Perben, Ministre des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer (P-E. Bish)-0140812122

## En bref...

### Nommé(e)s, élu(e)s

- Alain Cluzet rejoint le Conseil Général de l'Essonne en charge du pôle aménagement et développement.

- Laurent Morel nommé DG de la Ségécé, 1<sup>er</sup> gestionnaire européen de centres commerciaux.

- Bernard Martel élu Pt de la Chambre interdépartementale des notaires de Paris.

- Florence Darmon rejoint Nexity en qualité de directeur (projet de développement des terrains Renault à Boulogne-Billancourt).

- Michel Caillat, maire d'Istres et conseiller régional, élu VP de Ouest Provence.

- Karl Holz a remplacé André Lacroix à la direction d'Euro Disney Associés SCA.

- Charles-Edouard Saman nommé directeur de cabinet de Jacques Pélassard, Pt de l'AMF, et Nicolas Desforges, directeur des services.

- Guillaume Poitrinal nommé DG de la société foncière Unibail, sur proposition du PDG Léon Bressler, qui conserve la présidence du CA.

- Adrien Zeller, Pt de la région Alsace, réélu Pt du Conseil national de l'aménagement et du territoire (CNADT).

- Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, élu à la présidence de la fédération des Industries Ferroviaires.

- Jean-Paul Giraud reconduit à la VP de la Fédération des SEM

- Christian Baffy réélu à la présidence de la FFB.

- Patrick Bernasconi a succédé à Daniel Tardy à la présidence de la FNTP et Alain Dusch nommé DG.

- Frédérique Jaubert devient directrice du développement de l'EPA Marne-la-Vallée.

- Pierre Py élu Pt de la CCI de Seine-et-Marne, fusion entre les CCI de Meaux et de Melun.

- Jean-Benoît Albertini nommé dir. adjt à la DATAR en remplacement de François Philizot.

- Jean-Michel Lucbert devient DST du SAN du Val Maubuée.

## SDRIF

• Le Conseil Régional d'IdF a engagé la révision de son schéma directeur, document d'urbanisme de nature stratégique, expression d'un projet régional qui engage l'IdF pour 20 ans... Des défis et des projets problématisant les questions des inégalités sociales, économiques et environnementales, auxquelles la région, forte de ses atouts (7 dépts, 11 millions d'habitants, capitale : 2 millions), de sa cohésion et de son attractivité devra veiller à répondre. Les grandes thématiques notamment celles du logement, des transports, de l'environnement et de la qualité de vie seront étudiées. Après un 1<sup>er</sup> bilan du schéma directeur de 1994 et de nombreux travaux de collectivités, organismes et associations (CESR, IAURIF, DRE...), le CR a lancé une démarche partenariale à étapes successives avec tous les acteurs de l'aménagement (élus, représentants de l'Etat, Chambres consulaires, établissements publics, sphères économiques, syndicales et associatives). Cette consultation démocratique se déroule en 3 étapes : 1) bilan et enjeux, 2) stratégies et orientations d'aménagement et de développement, 3) plan d'actions, méthodes et outils. Pour chacune de ces étapes se tiendront des ateliers thématiques, des ateliers territoriaux, forums et états généraux. Prochaine étape : les ateliers territoriaux aux niveaux régional et infrarégional. A suivre jusqu'en 2007.

• Suite au dîner - débat avec J.P. Huchon, l'A.F.D.U a réuni dès le printemps les compétences d'administrateurs et d'adhérents (élus, public, privé) au sein d'un groupe de travail chargé d'apporter les contributions concrètes de l'association à cette révision.

• Investissement dans nos collectivités franciliennes ! Dans le cadre de cette révision, le Val-de-Marne a lancé son schéma d'aménagement départemental élaboré par les élus, les habitants et les acteurs économiques. La CA de Cergy-Pontoise a adressé au CR un document sur les enjeux de sa contribution au développement en IdF.

## Paris/région francilienne

• Paris a défini ses règles d'aménagement pour 20 ans (PLU) en matière de commerces, bureaux, logements, parkings, espaces verts... la ville doit notamment rééquilibrer son logement social (au moins 25 % de la surface utilisable dans les programmes de plus de 1000 m<sup>2</sup> - Paris en comptant déjà 20 %). En marge de l'adoption du PLU, Paris a exprimé un « vœu » visant à lutter contre la vente d'immeubles à la découpe. La capitale a également mis en route son Plan de Déplacements (PDP), qui fixe ses objectifs à 15 ans en matière de circulation de personnes et de marchandises.

• Paris a proposé au printemps la création d'une conférence métropolitaine, qui donnerait naissance à un dialogue entre 79 communes (soit 60 % des emplois, 90 % des logements sociaux et 90 % des déplacements en transports en commun) essentiellement sur les problèmes en matière de déplacement et d'habitat.

• Paris et Plaine Commune resserrent leurs liens : une déclaration de partenariat vient d'être signée entre Paris et Plaine Commune, notamment en ce qui concerne des démarches de renouvellement urbain, des équipements commerciaux et l'amélioration de la desserte au Nord-Est.

• Aménagement et réflexions : le réaménagement des Halles de Paris sous l'égide de l'architecte David Mangin, un projet jusqu'en 2012 ; la rénovation du quartier Beaugrenelle (front de Seine) -son centre commercial deviendrait le 3<sup>ème</sup> de Paris-; la réhabilitation de la Maison de la Radio dans le cadre des normes de sécurité (2006-2012).

• Autres projets à l'étude : le Quai d'Orsay peut-être à Issy-les-Moulineaux ; le périphérique recouvert... d'espaces verts et d'un lieu culturel dans le quartier de la Porte des Lilas...

• Suite à l'abandon du projet de fondation d'art contemporain sur l'île Seguin de F. Pinault, de nouvelles idées pointent dont « l'île des 2 cultures », entre arts/culture et technologies... L'Italie pourrait recevoir ladite fondation (cf. prochain voyage d'étude de l'A.F.D.U à Venise en oct. - Palais Grassi).

• Jeux Olympiques : Paris 2012... Que restera-t-il des projets de développement urbain, du « désir d'urbanisme », de la qualité du dossier, de la mobilisation nationale qui ont accompagné la candidature de Paris ? En juillet, le CIO décidait que Londres accueillerait les JO. Le maire de Paris s'est engagé pour la mise en œuvre de la plupart des projets d'urbanisme prévus, notamment l'aménagement du quartier des Batignolles, la construction du centre aquatique d'Aubervilliers, le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines et le réaménagement de la base nautique de Vaires-sur-Marne, engagement confirmé par le Premier Ministre attaché à une coopération entre Paris et la région IdF.

## intercommunalité

• Les dépenses d'équipement des 14 communautés urbaines françaises ont augmenté de 2 % en 2004 contre 8 % l'année précédente. Notons que ces mêmes CU lancent fin 2005 un emprunt de 103 millions d'€ afin de diversifier leurs ressources financières.

• Résultats d'enquêtes : Deux enquêtes de l'ACDF mettent en exergue les principaux champs d'action de l'intercommunalité : le logement, la rénovation urbaine, les politiques d'emploi et d'insertion professionnelle et les désirs des intercommunalités urbaines de prendre part de façon active dans le programme de Cohésion Sociale (candidatures à l'ANRU, contrats de ville...).

Pour l'Observatoire des politiques culturelles, la lecture publique 1<sup>er</sup> domaine de compétence « ciblée » par l'intercommunalité, ce par le biais des bibliothèques qui représentent la première forme urbaine d'accès à la culture (nouveau complexe culturel à Bailly-Romainvilliers et médiathèque de Noisiel (Seine et Marne)...). Selon l'Ifen, les groupements intercommunaux engagent 2 fois plus de moyens que les communes en matière d'environnement, sous forme de Groupements à Fiscalité Propre ou de syndicats (21 milliards d'€ en 2002).

Les **cantines scolaires** sont une occasion de plus pour la coopération intercommunale, solution pour mutualiser et rentabiliser les coûts (près de 50 % des cantines sont gérées directement par les municipalités).

- « **Cergy Pontoise 2020** », projet pour l'avenir de la CA regroupant maintenant 12 communes (avec Boisemont) s'organise autour de 5 thèmes : pôle de compétitivité, terre de recherche et d'innovation, équilibres de vie, marque verte et « monde d'envies ». La CA a également établi un plan pluriannuel d'investissement (PPI) de 298 millions d'€ sur 2004-2009 dans le cadre du développement urbain et économique qui accompagne le projet.

- Les élus de la CA de SQY ont adopté « **l'intérêt communautaire** » afin d'établir des règles de partage entre les compétences et domaines d'action des communes/CA. De plus, une convention territoriale signée avec Trappes donne à la CA la direction technique de la ZFU.

- La ville de **Mulhouse** compte tirer profit de la carte de l'intercommunalité pour dynamiser son espace touché par la crise de l'industrie. Des marques de dynamisme se multiplient, notamment la construction d'un réseau de tram et un regard porté sur les échanges transfrontaliers.

- Le **CES** s'est proposé de doter les intercommunalités d'un cadre juridique propre à leur situation.

- Les communes de **Sète** et de **Montpellier** ont pour projet la création d'une communauté urbaine qui devrait naître en Janvier 2006, afin de se donner une place économique et dynamique entre Toulouse et Marseille. A suivre...

- La CU de **Nantes métropole** a signé 2 conventions avec la BEI pour un prêt de 130 millions d'€ d'ici à l'automne 2007, notamment pour le plan d'assainissement des eaux et en matière de transports.

- **Saint-Malo** agglomération et technopole **Rennes Atalante** ont signé un partenariat pour la création d'un parc technopolitain.

- **CIADT, du nouveau** : après les pôles de compétitivité, l'appel à la **coopération métropolitaine** a donné corps à 6 projets retenus par le gouvernement et la DATAR. Les 6 premières métropoles qui vont bénéficier du label sont : le sillon lorrain, la métropole normande (Caen-Rouen-**Le Havre**), Loire-Bretagne (**Nantes-Rennes-Saint-Nazaire-Angers-Brest**), Marseille-Aix-en-Provence, la métropole Côte d'Azur, et l'agglomération transfrontalière franco-allemande. Les futurs contrats métropolitains (signature en 2007) porteront sur des données telles que la localisation d'emplois publics ou les transports.

- **Ouest Provence** poursuit son développement économique : un investissement de 2 milliards d'€ des entreprises escompté d'ici 2008.

## la ville en questions

- « **Assises Nationales de la Ville** » : l'ensemble des élus, administrations et professionnels de la ville se sont retrouvés au printemps afin de dresser un « bilan de 20 ans de Politique de la ville » et fixer les nouvelles orientations. Les débats ont notamment abordé les questions : « Quelle gouvernance locale, quelles responsabilités ? », « Urbain,

social, économique : quelles priorités ? Quelles articulations ? » ou encore « Quelles solidarités entre les territoires ? ». Notons qu'à cette occasion, le Ministre annonçait la création d'une **nouvelle génération de contrats de ville** après 2006, et la tenue d'un **Comité interministériel** à l'automne.

- Le **Programme Interministériel d'Histoire et d'Evaluation des Villes Nouvelles françaises** (HEVN) confié par le Premier Ministre à Jean-Eudes Roullier en 1999, avait pour mission de faire une « lecture critique et analytique » des villes nouvelles et de « contribuer à éclairer les évolutions possibles des modes de relation entre l'Etat et les collectivités locales en matière de développement urbain ». Une série de journées d'étude a clôturé ce programme qui s'est interrogé pendant 4 ans (2001-2005) sur la gestion et la modification dans le temps du projet des villes nouvelles, sur les acteurs en interaction dans ce projet et sur les enseignements pour la politique de la ville et la politique urbaine. Véritable base documentaire, le fruit de ces réflexions est consultable en ligne, [www.villes-nouvelles.equipement.gouv.fr](http://www.villes-nouvelles.equipement.gouv.fr).

- En bref dans les métropoles... **Grenoble** bâtit en 2006 un centre d'excellence dans le cadre de Minatec, qui fera de la capitale iséroise le 1<sup>er</sup> pôle européen en matière de nanotechnologies ; ville d'autant plus dynamique qu'elle donne à voir un bel exemple en matière de PPP avec Gaz électricité. La ville de **Nancy** a mis sur le marché son plus grand espace à urbaniser, « Plaines-rive droite » (189 ha.). Quant à la plate forme logistique de **Fos-sur-Mer**, elle confirme son succès avec de nouvelles implantations.

- L'appel à projets « **petites villes et villes moyennes** » initié par la DATAR et la CDC début 2005 vise la mise en œuvre de projets économiques. Ainsi, 60 projets pourraient être accompagnés financièrement d'ici 2007. [fedquied@etd.asso.fr](mailto:fedquied@etd.asso.fr)

- Les **régimes d'exonération fiscales** ont permis dans les années 80 à des territoires ou des quartiers de favoriser le développement économique local. Au bilan de ces aides fiscales : si des territoires ont pu créer entreprises et emplois, il apparaît néanmoins que devant le succès rencontré - le nombre de bénéficiaires devenant croissant-leur efficacité s'en est vue diluée.

- Le SAN du **Val Maubuée** (MLV) met l'accent sur son Programme Local de l'Habitat (PLH), un Plan Local de Déplacements (PLD) et son projet technopole autour de la cité Descartes.

## initiatives locales

- Le succès des « **balades urbaines** », à l'initiative de la ville d'Aubervilliers en 2001, pour permettre aux habitants de mieux saisir leur ville et ses projets, est élargi à d'autres villes de l'agglomération de **Plaine Commune**.

- Opération **Paris Plage** renouvelée devant le succès rencontré. Cette année, le Brésil était à l'honneur.

- En **Eure-et-Loir**, une charte d'accueil des entreprises a été créée. Pour chaque projet d'implantation, les services des collectivités et de l'Etat doivent se constituer en réseau afin d'assurer un accompagnement opérationnel des chefs d'entreprise.

## En bref...

- **Nommé(e)s, élu(e)s**

- - *Jean-Paul Robert a pris la direction de la Maison de l'architecture d'IdF.*

- - *Benoît Coeurderoy prend la direction du dépt bureaux IdF Nord CBRE Bourdais.*

- - *Georges Saury nommé DG d'IGN France International.*

- - *Denis Jullemier devient conseiller à la CA Melun Val de Seine.*

- - *Philippe Fabié promu PDG de Bouygues Bâtiment IdF.*

- - *Elisabeth Antonini a rejoint M.Dresch à la SEMAPA en tant que DGA.*

- - *Roland Julienne rejoint le Conseil Général des Yvelines.*

- - *Michel Camdessus nommé Pt du Conseil d'Orientation pour le suivi et l'emploi du fonds de cohésion sociale.*

- - *Pascale Mourrat-Housni devenue DGA du San de Sénart, remplace Claire Germain qui a rejoint le CG de Seine-et-Marne*

- - *Thierry Grosnon, adjt d'Anne Hidalgo à la Mairie de Paris, devient directeur à la Cogédim.*

- - *Bernard Roth est le nouveau Pt de l'AMO, succédant à Michel Macary (VP AFDU).*

- - *Bernard Bled nommé DG de l'EPAD-Défense, auprès de N. Sarkozy, Pt du CA et de l'Etat- blt Public (existence prolongée jusqu'en 2010).*

- - *Jean-François Dalaise a été réélu Pt du Port Autonome de Paris.*

- - *Jean-Michel Guénod à la Direction de l'Opac Sud-Bouches du Rhône.*

- - *Pierre Graff nommé PDG de ADP, Etablt public devenu SA.*

- - *Paul-Luc Dinnequin nommé Secrétaire Général d'Epamarne/ Epafrance, en remplacement de Jacques Gally promu DGA.*

- - *MM. Gayaudon, Daniloff, Malard, Barbier et Mme Maisonneuve sont les nouveaux VP du San Val d'Europe.*

- - *Jean-Philippe Mignarda quitté Euroméditerranée pour prendre la direction de la SEMIDEP.*

- - *Bruno Delsol nouveau préfet de Meaux.*

## En bref...

### Renommé(e)s

- Les Ateliers d'Été de Cergy-Pontoise devenus « Les Ateliers Internationaux de Maîtrise d'œuvre Urbaine - Cergy-Pontoise, IdF », adossés à l'AFTRP.

- Le syndicat mixte du Val de Seine devenu le « Syndicat mixte des coteaux et du Val de Seine ».

- La FNPC s'appelle désormais la Fédération des Promoteurs Constructeurs de France (FPCF).

### Primé(e)s

- Bernard Reichen et Alvaro Siza, élus urbanistes de l'année 2005.

- L'agence de l'eau Rhin-Meuse a remporté le trophée de l'emploi public 2005 pour sa politique de VAE collective innovante.

- La CA de Cergy-Pontoise a reçu le 1<sup>er</sup> prix du Congrès de l'International Society for trenchless technology en récompense pour son utilisation de technologies de pointe dans le respect de l'environnement.

- Marseille, Saint-Lô, Arles sur Tec et Echirolles récompensés pour l'amélioration de leur espace public par les 4<sup>èmes</sup> trophées de l'Aménagement urbain.

- Prologis a gagné le prix de l'innovation logistique (STIL) pour son parc de Chanteloup à Sénart.

- Le Havre et son quartier Perret inscrite ville au patrimoine mondial de l'UNESCO « exemple remarquable de l'architecture et de l'urbanisme de l'après-guerre, fondé sur l'unité de méthodologie et le recours à la préfabrication, l'utilisation systématique d'une trame modulaire, et l'exploitation novatrice du potentiel béton ».

- CSTB a reçu le trophée « IFMA » pour sa contribution en matière d'innovation dans le cadre des bâtiments de bureaux.

- Le Val-d'Oise s'est vu attribuer le label « technopole » par le réseau France technopole entreprises innovation (FTEI).

- Les 10<sup>èmes</sup> prix AMO ont distingué 6 lieux de travail. L'opération lauréate : la Faculté de Limoges.

## • décentralisation

• La loi relative aux **libertés et responsabilités locales** (Août 2004) liste les différents transferts de compétence vers les collectivités locales (régions et départements...) principalement dans des domaines tels que le développement économique, le tourisme, la formation professionnelle, mais aussi la voirie, les grands équipements, la solidarité et la santé ou encore l'éducation et la culture. Elle prévoit le financement de ces transferts en privilégiant les ressources provenant d'impôts transférées aux collectivités.

• **...suscite des inquiétudes** : la Commission Consultative d'Evaluation des Charges (CCEC) mise en place a pour objectif l'évaluation technique des conditions de cette décentralisation. Selon le rapport Fourcade, Pt de cette commission, les collectivités locales estiment les compensations en matière de transferts de compétences trop maigres. Des maires expriment également leurs craintes vis-à-vis de la disparition des services publics et les situations financières que l'application de la loi engendre pour les villes (courrier des maires/lpsos).

• Dans le cadre du **transfert des routes aux départements**, le ministre des transports vient de présenter la nouvelle carte du réseau routier national : il sera constitué de 11800 km de routes nationales et d'autoroutes non concédées et 8000 km d'autoroutes concédées. L'Agence de Financement des Infrastructures de Transport en France (AFITF) créée en janvier dernier pour financer les projets jusqu'en 2025 aura là un défi à relever. Dotée de 635 millions d'€, elle devra financer des projets ferroviaires, notamment la LGV Est, le Perpignan-Figueras, ou la LGV Bretagne-pays de la Loire, mais aussi des projets autoroutiers comme l'A19 ou l'A41. Le **Conseil Général du Nord** par exemple, lance son plan routier départemental (2005-2010) : 460 millions d'€ pour 300 opérations.

• **Les contrats de plan Etat/Région** : créés par la Loi de 1982 pour accompagner la décentralisation et la déconcentration de l'action publique, avec comme priorités l'emploi, le développement durable, la cohésion sociale et les fonctions de l'intelligence, dans le cadre de partenariats région/Etat/CR pour 7 ans, vont être réformés. Ce sont par exemple 250 pays qui avaient obtenu des contrats avec l'Etat dans ce cadre. Au printemps, le rapport Ollivier synthétisait les contributions des associations d'élus, et faisait apparaître la cohérence, la sélectivité, le partenariat et le respect des engagements comme leitmotivs à prendre en compte dans la réforme. Notons que le gouvernement pourrait d'ailleurs prolonger les contrats de plan 2000-2006 afin de pallier au retard pris en 2004.

• L'année 2005 témoigne dans les **régions** d'une volonté d'accroître leurs manœuvres sur leurs principales **compétences**, pour un budget qui devrait évoluer de 13,1 % (dgcl). Le financement de leurs actions passe souvent par un accroissement de la pression fiscale (+21,1 % en 2005, les Echos). La fiscalité des **Conseils Généraux** pourrait augmenter de 4 à 6 % au vu du transfert de compétences qu'ils doivent assumer dans le domaine social (cab. Ernst et Young).

• Le budget des **dépenses** des régions s'élève à **18,8 milliards d'€** en 2005.

• Les **départements** affichent une **fiscalité maîtrisée** cette année. Notons que la réforme de la DGF des départements, introduite par la loi de finances pour 2005 reste très contestée.

• **Constat** : pour 2004, on note une hausse marquée de l'**investissement local** et pour 2005 : une hausse accentuée de la **pression fiscale locale** (Dexia).

## du côté des lois...

• **Les concessions d'aménagement** pourront être conclues avec toute personne publique (SEM...) ou privées (promoteurs constructeurs...), pour plus de souplesse dans les travaux d'aménagement et d'équipement des collectivités territoriales (projet de loi adopté à l'unanimité par le Sénat).

• En réponse à la lourdeur administrative... Les directions de la **réforme** à venir des **permis de construire** : réduction du nombre d'autorisations d'urbanisme, limitation des sources du contentieux, simplification des procédures, garantie des délais d'instruction... Les grands axes de la réforme des **autorisations d'urbanisme** : simplification des procédures d'autorisation, facilitation des démarches des usagers, modernisation en termes de sécurité juridique des constructeurs (rapport Pelletier)...

• Compte tenu du nombre élevé de scrutins prévus en 2007, les **élections cantonales et municipales** seraient reportées en mars 2008.

• **L'ordonnance** visant à simplifier les **procédures de passation des marchés publics** pour les collectivités locales est à présent parue au JO. Les assemblées pourront notamment se passer d'une seconde délibération avant la signature d'un marché public.

• Date butoir année 2005, pour la mise en place d'un service public qui a pour mission le contrôle de toutes les installations d'assainissement non collectif, selon la **loi sur l'eau de 1992**.

• **Bilan de la loi SRU** (décembre 2000) : les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) auraient progressivement remplacé les Plans d'Occupation des Sols (POS) ; elle serait devenue, pour de nombreux élus, une arme efficace contre la crise du logement.

• Les **SEM** seraient exclues de manière indirecte par la Cour de Justice européenne du dispositif « in house » qui évince les entités comportant un actionnaire privé du processus. Les SEM devront donc être soumises aux lois de la publicité et de la mise en concurrence.

• Le Ministère de l'Équipement a **modernisé** récemment son **administration centrale**. La nouveauté réside dans la création d'un secrétariat général confié à Patrick Gandil.

• **L'archéologie préventive** a connu des clarifications en 2004 : un décret relatif aux procédures administratives et financières et une réforme du mode de financement. Les effets sur le terrain, à suivre...

# partenariats public-privé

- Le ministre Thierry Breton a donné le coup d'envoi officiel de l'**organisme expert** chargé de préparer et de valider les projets de PPP avant leur lancement, baptisé « **mission d'appui à la réalisation de contrats de partenariats** », véritable outil de financement.
- Les PPP multiplient les **exemples de réussite** comme de **chantiers** : **santé** : le 1<sup>er</sup> PPP était attribué dès avril dernier en France à un groupement réunissant la CDC, les Caisses d'Épargne et Icade, dans le cadre du financement de l'Institut de la vision, organisme de recherche. **Ville** : le financement du pôle urbain Hervé-Varvin à Lille... **Sport** : la construction de nouvelles enceintes sportives fait de plus en plus appel aux PPP, déjà le Stade de France (53 %-fonds privés, 47 %-Etat) était un exemple en la matière.
- Il est à noter que l'**introduction du principe de concurrence dans la gestion publique** a considérablement modifié le fonctionnement des organismes publics, leurs missions et leurs objectifs, témoins les PPP, les privatisations...

# foncier – logement

- **Plan de Cohésion Sociale** : plusieurs millions d'€ seront consacrés à 26 villes défavorisées en **Seine-et-Marne** (2005-2009), par l'intermédiaire de la réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU). **Le volet logement de la Loi 2004** prévoit initialement la construction de **500000 logements** locatifs (2005-2009). Fin 2004, les mises en chantier progressaient déjà de 21,8 %, notamment en terme de logement collectif (30 % des constructions). En 2005, ce sont **400000 logements** qui doivent être mis en chantier.  
Ex. concrets : la construction de 900 logements sociaux par an annoncés (2004-2007) par la **CU Nantes Métropole**, grâce à un partenariat signé avec la CDC, apportant plus de 150 millions d'€ de prêts et à la signature d'un contrat d'objectifs de 3 ans entre la collectivité et les bailleurs sociaux. **Paris** a attribué 12000 logements sociaux en 2004 ; la **région PACA** envisage d'en créer 32000 d'ici 5 ans. A suivre...
- Nouveau : en juillet, le ministre a lancé un « **appel à idées** » concernant l'**innovation** en matière de logements aux entreprises, industriels et maîtres d'œuvre, autour du concept de logements « **CQFD** » (à coût, qualité, fiabilité, délais maîtrisés).
- **Aide au logement** : la CDC, traditionnel financier du logement social annonçait à l'occasion du congrès HLM de **nouveaux prêts** en faveur du logement social. En IdF, **Plaine Commune** a décidé la création d'un office public communautaire du logement dans le cadre de la **Loi « Habitat pour tous »**.
- **Bilan 2004** : les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2 % en volume en 2004 ; **le logement et l'équipement** constituent 30,4 % de ces dépenses (Insee). Le logement **neuf** se porte bien : une hausse de 14 % des ventes est enregistrée sur la période 2004.
- **Des réponses des collectivités locales en matière de crise du logement** : pénurie de foncier et de

logements sociaux, hausse du prix du m<sup>2</sup>, augmentation des loyers... Autant de thèmes abordés par les **différents rapports** sur le logement en France. Outre la réponse du gouvernement dans le cadre de la loi de Cohésion Sociale, les collectivités locales multiplient les initiatives pour pallier ces difficultés : interventions sur le foncier, tabula rasa sur les PLH, stimulation des propriétaires pour mettre sur le marché des logements vacants... Plusieurs collectivités ont signé une **convention de délégation des aides** pour 2005 avec l'Etat. Notons que les acteurs privés ne sont pas en reste, en témoigne la FPCF (ex-FNPC), qui s'est engagée à soutenir la Loi « Habitat pour tous ».

- **Tendances 2004** : les principaux paramètres pris en compte par les français en matière de logement seraient pour 42 % le respect de l'environnement et pour 41 % le confort (Ipsos/Le Moniteur).
- L'augmentation des prix des terrains empêcherait, selon un rapport du Sénat, un grand nombre de français d'avoir **accès à la propriété**. C'est pourquoi les sénateurs proposent la modification d'une **fiscalité** qui favoriserait la « rétention » des terrains vierges et non leur transformation en logements. A suivre...
- **Rapports Pommellet** : sur la relance de l'habitat en IdF, les actifs fonciers disponibles, les contraintes à la production de logements et le moyen de les résorber... Ainsi, en 2004, 300 ha avaient été identifiés, terrains appartenant au ministère de l'équipement et aux établissements public sous tutelle. En réponse à ces constats et afin de valoriser le foncier public, la **Délégation Interministérielle à l'Action Foncière** dirigée par Dominique Figeat a été créée, notamment pour stimuler l'aménagement et l'urbanisme opérationnels, et aider les maires dans leurs efforts de construction de logements. Exemple concret : la vente de terrains publics pour la construction de logements en **IdF** se poursuit en 2005 avec la vente de 69 terrains programmée (2005-2007), pour la création de 7183 logements.

# transports

- **Le transfert du STIF** de l'Etat à la région reste à l'ordre du jour. La région souhaiterait plus de compensations financières de l'Etat. A suivre...
- **Privatisation des autoroutes** : sous la forme d'un « appel à candidatures » lancé par l'Etat en juillet concernant les sociétés ASF, Sanef et APRR. De nombreux candidats français et internationaux s'annoncent à la reprise : Eiffage, Vinci... A suivre...
- **TGV Est-européen** : la SNCF annonce à propos des dessertes que 85 % des trains seront en circulation dès la mise en service de la ligne en 2007. La gare de Marne-la-vallée/Chessy deviendrait alors la plus grande gare de correspondance TGV de France. Les travaux d'aménagement de la gare de l'Est pour recevoir ce futur TVG sont amorcés.
- **LGV** : la RFF doit rendre en octobre ses conditions pour la poursuite du projet de ligne à grande vitesse. Les départements concernés ont décidé de leur côté de confier à un organisme extérieur une expertise des scénarios de desserte. Arbitrage en fin d'année.
- **Tramway de Bordeaux** : la seconde phase sera finalement financée par l'Etat, comme le Ministre

# En bref...

- **Inauguré(e)s**
  - - *Arlington Square, le 1<sup>er</sup> quartier du Parc International d'Entreprises à Val d'Europe.*
  - - *L'agence ferroviaire européenne (Juin).*
  - - *Le nouveau terminal de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry.*
  - - *Les 1<sup>ers</sup> bureaux du Parc d'affaires du Val Saint-Quentin.*
  - - *La médiathèque de Noisiel-Ferme du Buisson-MLV.*
- **Remarqué(e)s**
  - - *La naissance de Global City (mars), rendez-vous international, « lieu de réflexion et d'échanges de bonnes pratiques sur les stratégies de développement des villes », pour maires et représentants des communes.*
  - - *Le Mipim 2005, témoin d'un fort renouvellement urbain des villes européennes.*
  - - *Les journées de l'ANRU, www.renovation-urbaine.fr*
  - - *Les 9<sup>èmes</sup> assises de l'AMIF, salon de la nouvelle ville.*
  - - *Les Assises franciliennes des collectivités territoriales pour le développement social et urbain, organisées par la région IdF, www.iledefrance.fr*
  - - *Les vœux d'Epamarne/EpaFrance pour la 1<sup>ère</sup> fois au château de Ferrières en Brie.*
  - - *La 25<sup>ème</sup> rencontre nationale des agences d'urbanisme sur le thème « les valeurs de la ville »*
  - - *La Communauté de communes de Marne et Gondoire devenue CA.*
  - - *La naissance de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée.*
- **Créé(e)s**
  - - *L'agence de l'urbanisme des Alpes-Maritimes.*
  - - *La SEM Cergy-Pontoise aménagement.*
  - - *L'Observatoire national des Zones Urbaines Sensibles.*
  - - *L'Ecole de la rénovation urbaine par l'Union des HLM pour la formation de ses cadres impliqués dans les opérations de rénovation urbaine.*
  - - *Le Réseau d'Aménagement Numérique des Territoires (RANT), www.aménagement-numerique.net*

# L'A.F.D.U vous a proposé...

## • en 2004...



- en septembre, la journée d'étude à Lille Métropole : une délégation de l'A.F.D.U a été accueillie à la CU pour une découverte des grands projets de la métropole (Euratechnologie, la zone de l'union...) par **A. Groux**, dir. adjte de l'aménagement et du renouvellement urbain et **J-M. Stievenard**, VP, maire de Villeneuve d'Ascq. La présentation des grands enjeux de la politique urbaine et des opérations a été suivie d'une visite du Parc scientifique de la Haute-Borne, puis d'échanges fructueux avec **J. Badaroux**, dir. SEM Ville renouvelée, **D. Mackowiak**, DGA des services, **Mme Martos**, dir. études-Agence d'urbanisme, puis visite du Parc Eurasanté avec **F. Duwez**. Nous ne pouvions quitter Lille, capitale européenne de la culture, sans la visite d'une Maison folie et la présentation d'Euralille par **J-L. Subileau**.

## - en octobre, la journée d'étude au Grand Lyon

Reçus à la CU par **M. Soulier**, resp. territorial du développement, après une présentation et une visite du quartier d'affaire de la Part-Dieu, nous ont été exposés les politiques technopolitaines et pôles d'excellence, la politique urbaine et les grands projets. Après un déjeuner avec **G. Buna**, VP pôle urbanisme et politique d'aménagement, **N. Behr**, dir. opérations et **M. Chabert**, dir. développement urbain, nous avons visité, accueillis par les représentants de la maîtrise d'ouvrage, la Cité Internationale, le programme Vaisse et Lyon Confluence « l'un des plus grands projets urbains actuels de centre-ville en Europe » avec **J-P. Gallet**, dir. de la délég. gale services urbains « Lyon confluence ».



## - et le dîner-débat avec J-P. Huchon.

L'A.F.D.U a renoué avec la formule très appréciée des dîners-débats en invitant **J-P. Huchon**, Pt du Conseil régional d'IdF, à s'exprimer sur sa nouvelle politique et le point de vue de l'instance sur le SDRIF en gestation. Plus de 80 personnes ont pu appréhender toute l'ampleur du projet, ses enjeux pour l'avenir, horizon 2015... Le Pt a profité de cette occasion pour rappeler le rôle que pouvait jouer l'A.F.D.U dans ces réflexions.

## - en décembre,

les membres du Conseil d'Administration et une partie des adhérents se sont réunis à la Maison de l'Architecture d'IdF, Couvent des Récollets, pour les **Assemblées Générales Statutaires et Extraordinaires**. L'après-midi était consacrée à la visite en car de « la ville du Périphérique », avec **A. Viger-Kohler** et **Y. Beltrando**, architectes.



# L'A.F.D.U vous a proposé...

## • en 2005...

- en février, le dîner-débat avec A. Lecomte, dir. cab. et P. Quercy, conseiller technique, représentant le cabinet de M. Ph. Daubresse, Ministre Délégué au logement et à la ville, retenu à la dernière minute. Ils sont intervenus sur la thématique « Crise du logement et offre foncière : le Plan de Cohésion Sociale et la Loi Habitat pour tous ». A l'issue de cette rencontre, un groupe de travail de l'Association s'est réuni ; des propositions ont été adressées au Ministre comme contribution de l'A.F.D.U aux réflexions sur la Loi Habitat pour tous.



## - en mars, la journée d'étude au Havre.

La délégation de l'A.F.D.U a été accueillie à l'Hôtel de Ville par F. Valetoux, adjte au Maire pour une présentation de la politique urbaine et de développement de l'agglomération, avec ses grands projets et opérations, notamment sur les sites libérés par le déplacement des activités maritimes : quartier St Nicolas - interface ville/port - Centre de la mer et du développement durable, Docks Vauban, GPV, Pic Urban, Port 2000, sans oublier la Convention avec l'ANRU et la candidature au patrimoine de l'Unesco. Ces interventions ont permis de mettre en évidence l'originalité de la démarche des opérations par une politique de « stop and go » avec un urbanisme concerté et négocié. Autre acteur majeur des relations tripartites : la CCI dont les actions nous ont été présentées par A. Lafarge, Pt Commission Aménagement. Nous avons ensuite été reçus par A. Rufenacht, Maire et Pt de la CA, au



18<sup>ème</sup> étage pour un déjeuner « panoramique » après la visite du quartier Perret. Nous ont alors rejoints D. Dherville, DGA et M. Benet, pôle maîtrise d'ouvrage. L'après-midi consacrée à la visite des opérations s'est conclue par une présentation de Port 2000 et une visite du chantier. Une journée des plus réussies organisée en étroite collaboration avec C. Guary (Amures) et la Setec.

## - en juin, les « entretiens » avec le groupe OTH

Le Pt. d'OTH, B. Boyer a reçu très chaleureusement l'A.F.D.U pour une présentation de son groupe, ses filiales et activités : de la maîtrise d'œuvre (OTH) au conseil (de l'amont à l'aval) et à l'ingénierie spécialisée (notons l'exemple de l'assistance technique apportée pour la fondation Pinault). J.M Mousnier Lempré, dir. OTH bâtiments, nous a ensuite plus précisément développé les actions menées dans le cadre des PPP, et insisté sur « cette nouvelle manière de travailler » qui en découle : nouvelles compétences pour les expertises techniques, juridiques et financières, nouveaux montages et missions, anticipation au niveau de la création d'outils... Les différents responsables des filiales sont également intervenus, mettant en avant leurs complémentarités (PATMO, OTHUI, COPIBAT...). De nombreuses illustrations au travers

d'opérations (centre hospitalier des 15/20 - 1<sup>er</sup> PPP hospitalier en France, coordination d'aménagt sur Toulouse-Blagnac, Quai Branly, Stade de France...) ont mis en lumière le rôle des PPP dans la « création d'innovation », les exigences fortes en matière de qualité et l'anticipation sur la vie du bâtiment... vers une meilleure maîtrise des coûts, une diminution des délais et la diversité des compétences.



## - et la matinée d'étude à Paris Rive Gauche.

La délégation de l'A.F.D.U a été reçue par M. Dresch, DG de la SEMAPA autour de la maquette, pour une présentation des « nouvelles orientations » du projet, insistant notamment sur la polyfonctionnalité des quartiers, la diminution de la densité, l'application de la politique de circulation de Paris, la présence accrue d'espaces verts... Le DG a souhaité également préciser la particularité de la SEMAPA comparée à un EPA de ville nouvelle : pas d'urbanisme en régie et choix d'un architecte coordinateur pour chaque quartier (de ce fait quartiers très différenciés). M. Dresch a aussi rappelé le rôle de l'avenue de France, épine dorsale du projet et l'importance du lien entre le 13<sup>ème</sup> arrondissement et la Seine. G. de Mont-Marin, dir. délég., a ensuite présenté le projet dans sa dimension urbaine et architecturale sur le thème de la mixité urbaine, l'urbanisme négocié -notamment sur la réciprocité de partenariat avec la

SNCF, la ville de Paris-Magasins Généraux- la volonté d'intégrer l'université dans la ville... Avant une visite des quartiers, P. Lajus, resp. dépt urbanisme foncier et environnement, nous a présenté la politique du Port autonome de Paris et les projets pour les sites portuaires de l'Est parisien : Tolbiac, la Gare, Austerlitz). Une matinée remplie d'échanges fructueux.

# En bref...

## Fêté(e)s

- Le 30<sup>ème</sup> anniversaire du Conservatoire du littoral.
- Les 40 bougies du dépt de l'Essonne (Seine et Oise divisée en 3 en 1964).
- L'installation de la 50<sup>ème</sup> entreprise au sein du Bioparc d'Evry - Genopole, [www.agglo-evry.fr](http://www.agglo-evry.fr)
- Les 30 ans de la ville nouvelle de Sénart.
- Le bicentenaire du CGPC.

## Annoncée

- La réalisation d'une Tour d'envergure à la Défense symbole des nouvelles ambitions du quartier d'affaires.

## Paru(e)s

- « Parler en ville, parler de la ville, Essais sur les registres urbains » de P. Wald et F. Leimdorfer. éd. Unesco, MSH.
- « Le dictionnaire du dév't durable » éd. Afnor.
- L'Annuaire Officiel des Centres Commerciaux Français, [www.cncc.com](http://www.cncc.com)
- « Les territoires inventent l'avenir, dix projets de développement durable mis en œuvre par les collectivités locales », dir. A.-M. Sacquet et B. Deljarrie, Victoires Eds.
- « Des leviers financiers pour les politiques TIC des territoires », approche européenne, nationale et locale, V. Margerit, coll. cahiers GERI.
- « Penser la ville heureuse, Renzo Piano » et « Penser la ville par les grands événements - Gênes », A. Masboungi (dir.), coll. projet urbain, éd. La Villette.
- Le répertoire actualisé des métiers des collectivités territoriales.
- Un guide pratique sur les PPP, [www.ppp.minefi.gouv.fr](http://www.ppp.minefi.gouv.fr)
- « Restituer la ville aux citadins - chaos ou qualité de vie ? » (en anglais) [www.europa.eu.int/comm/environment/pubs/urban.htm](http://www.europa.eu.int/comm/environment/pubs/urban.htm)

- l'avait laissé entendre en 2004, concernant l'intervention de l'Etat dans les projets de TCSP en cours.
- **Transport maritime-fluvial** : le port de Bordeaux a fait savoir qu'il voulait engager un **partenariat** avec les ports de la Rochelle et de **Nantes**, dans une perspective de coopération face à la concurrence européenne (notamment Bilbao). De son côté, un rapport du CESR demande l'inscription des infrastructures portuaires dans la révision du SDRIF, dans le cadre du dév't de ports urbains et de plates-formes multimodales.
- **Des projets à l'étude ou en chantier** : la ligne Paris-Clermont, le prolongement de l'autoroute A103, le canal Seine-Nord Europe (2008-2012), le tramway de Toulouse (2009), une véloroute du Lac Léman à la Mer Méditerranée, l'aménagement des gares de la ligne Rennes-Saint-Malo (TGV fin 2005), la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier (2010), un tramway à Ajaccio, le projet de liaison intercommunale nord-ouest de Lille Métropole, une autoroute Nantes-Limoges, TGV Rhin-Rhône (2006-2007), 3<sup>èmes</sup> voies ferroviaires au sud de Strasbourg et de Mulhouse (2006-2009), l'A19, le tramway Sénart-Evry en 2007, réaménagement de la RD 907 (2006), le TGV Perpignan-Barcelone, le tramway de Reims, la route des Tamarins sur l'île de la Réunion, l'élargissement Francilienne-A4...
- **Débat Public**, dossiers en cours : contournement de Rouen, LGV Bordeaux-Toulouse, LGV en PACA (débat prolongé) et clôture du débat public sur le TGV Paris-Nice.
- La Commission Européenne a décidé de laisser aux collectivités locales la **liberté** de leur **mode de gestion** des transports publics locaux. Satisfaction de Paris devant cette décision attendue.
- La SNCF a lancé un **plan de modernisation de ses gares**, autour de la création de centres d'affaires, de commerces, services et hôtels, ce qui a un impact direct sur l'urbanisme environnant et les valeurs de l'immobilier.

## aménagements, rénovations et travaux

- Début 2005, après un an d'existence, l'ANRU faisait son **bilan** : **83** projets ont été approuvés par l'agence, pour la rénovation complète de 120 quartiers où vivent près d'1 million d'habitants. Pour les 5 prochaines années, 9 milliards de travaux sont prévus dont 2,8 milliards apportés par l'ANRU. Rappelons que l'organisme a pour objectif la transformation rapide et durable des quartiers les plus vulnérables du territoire (2004-2011). La région **Nord-Pas de Calais** était la 1<sup>ère</sup> à avoir signé un contrat avec l'organisme et **Dijon** la première agglomération.
- **Quelques ex. concrets** : 6 projets dans le cadre de municipalités éprouvées par le « mal des banlieues » (Montfermeil, Vénissieux...) pour un budget de 780 millions d'€.
- **A l'étude** : les quartiers Nord de **Marseille**, un programme à **Angers** pour 170 millions d'€ (2005-2008), et 723 millions d'€ pour le **Grand Lyon**. Fin 2004, les 6 communes du **Val Maubuée** rassemblées dans le contrat de ville intercommunal se sont officiellement portées candidates à un projet collectif.

- L'agglomération de **Mantes** poursuit sa réhabilitation du Val Fourré. Après les démolitions, il s'agit de l'aménagement du quartier des « Ecrivains », avec un « remaillage » par la création d'une voie nord-sud donnant un accès direct au centre commercial, la diversification de l'habitat et la clarification des statuts du foncier.
- Le groupement Altaréa-Eiffage a été choisi par **Seine-Arche** pour la réalisation d'un complexe de commerces, bureaux, logements et parkings représentant 132.000m<sup>2</sup> autour de la gare de Nanterre Université, pôle majeur d'attractivité de la ville. L'importance du programme en fait un élément essentiel de la requalification d'un site fortement contraint par les voies de communication. C'est un « morceau de ville » qui va être créé, au cœur du projet de développement global de ce territoire. [www.seine-arche.fr](http://www.seine-arche.fr)
- Fort potentiel de dév't à **l'Isle d'Abeau**. Le principal pôle logistique de Rhône-Alpes (estimation 1,2 millions m<sup>2</sup>), voit ses transactions se multiplier (Nexity...) tout en s'inscrivant dans une logique HQE : la zone de Chesnes a réservé 100 ha aux espaces verts et sera traversée par la future liaison ferroviaire transalpine à grande vitesse voyageurs et marchandises Lyon-Turin. Les secteurs de l'Isle-d'Abeau et de la rocade Est de Lyon draineraient 70 % de la demande, la Plaine de l'Ain assurant quelque 15 % des transactions (Insignia Bourdais).
- La ville de Saint-Etienne se dote d'un **EPA** dans la perspective de la mise en route du « grand projet d'urbanisme **Saint-Etienne 2015** ». Euroméditerranée, Plaine de France, Mantes en Yvelines et Seine Arche, 4 grandes opérations d'urbanisme déjà dotées d'EPA aux fonctionnements spécifiques.
- **Les quartiers font peau neuve** : le quartier de la Ferme du Buisson (**Noisiel**, MLV) en phase de restructuration (création de logements -notamment étudiants, un hypermarché...), rénovation des quartiers de l'Arche Guédon, du Bel-Air et de Beau-regard (**Torcy**, MLV), la réhabilitation du quartier Bossut-espace militaire à urbaniser (**CergyPontoise**), la revitalisation des quartiers Est de **Marseille**, la rénovation du centre Alma à **Rennes**... tandis que **Le Havre** détruit sa plus haute tour et que **Lyon** restaure des halles et son Palais du commerce...
- **Lyon Confluence** confirme son attractivité notamment avec les 3 projets retenus pour les îlots ABC qui offriront à cet espace de Lyon une grande mixité de fonctions, programmes et architectures d'ici 2008.
- **Disney village** (MLV) s'est doté de nouvelles animations (montgolfière...) et a reconfiguré ses parkings pour dynamiser un espace déjà très fréquenté.
- **En projet** sur 10 ans : la création d'une **nouvelle ville** entre la Meurthe et le canal de la Marne au Rhin.
- Les **parkings publics** représentent aujourd'hui un potentiel de rénovation pour les entreprises du secteur au vu de leur caractère vieillissant. L'acier ouvrirait de nouvelles perspectives (techniques de rénovation et prise en compte architecturale).
- **Santé** : les **hôpitaux de Paris** vont bénéficier d'une enveloppe de 1,5 milliards d'€ dans le cadre du **plan stratégique 2005-2009** en ce qui concerne l'immobilier, notamment des travaux de rénovation et l'ouverture de nouveaux sites. Quant à **l'hôpital**

de **Jossigny** (MLV), il sera finalement construit sur quelques 60000 m<sup>2</sup> (à terme, 600 lits). Une DUP « réserves foncières » a été prise en 2005. Début des travaux prévu fin 2007.

- Au total, ce sont 1,4 milliards d'€ de travaux qui sont programmés à l'**aéroport de Roissy** par ADP. En projet : rafraîchissement du terminal 1, création du CDG Val (système automatique de transports pour relier entre eux gares et terminaux), et reconstruction du terminal 2 E...

- **Les villes nouvelles toujours en mouvement** : l'agglomération d'**Evry** va disposer d'une offre immobilière importante : 1000 nouvelles habitations vont être construites d'ici 2 ans ; à Lisses, ce sont 200 logements au sein de la ZAC des Folies à commercialiser d'ici fin 2006. **SQY** prévoit une multiplication des chantiers d'ici 2007, dans le cadre d'un contrat de dév't signé avec l'Etat. L'agglomération de **Cergy-Pontoise** multiplie les projets urbains cette année (clos Santeuil à Eragny sur Oise, agrandissement de l'ESSEC...)

- Un rapport prospectif de la FFB expose les deux paris qu'auront à relever les **professionnels du BTP dans le futur** : « contenir les ambitions des industriels pour garder la valeur ajoutée chez les bâtisseurs et s'adapter à l'augmentation importante des prix de l'énergie ».

- La première phase de travaux du schéma directeur de rénovation et d'aménagement du **Grand Versailles** lancée.

- Les travaux de l'**Axe majeur à Cergy-Ponstois**, reliant le haut de la ville à la base de loisirs, au croisement des axes historiques parisiens, débutera à la fin de l'année jusqu'en 2007.

## loisirs – commerces

- L'Etat prévoit de reconstruire une 40<sup>aine</sup> de centres commerciaux d'ici 4 ans, notamment dans les banlieues dégradées, et ce, par l'intermédiaire de l'**Epareca** (Etablissement Public d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux Artisanaux). A suivre...

- La **Commission de Bruxelles** demande à la France des efforts en matière de conformité avec le droit communautaire concernant l'urbanisme commercial, notamment à propos de la « loi Raffarin » de 1996 (abaissant le seuil d'autorisation d'ouverture administrative à 300 m<sup>2</sup> d'espaces de vente).

- Le **centre-ville** apparaît aujourd'hui comme un espace de plus en plus convoité par les entreprises, les rues prises d'assaut par des opérations de renouvellement urbain et par de multiples enseignes commerciales (Sites Commerciaux). Le « cœur de ville » de **SQY** fait figure de quartier mixte, d'envergure régionale, pari réussi de création d'une identité de territoire, de même pour le cœur de ville de **Vauréal (Cergy-Pontoise)**. Notons cependant que le phénomène de revitalisation des centres urbains n'est pas en contradiction avec l'engouement pour le développement de **zones commerciales en entrée de ville**, pourtant accusés par certains de dénaturer cet espace. Ces parcs d'activités permettent néanmoins une nouvelle géographie du commerce urbain (la création du nouveau label valorpark illustre cette volonté).

- Avec 16 enseignes, 33000 m<sup>2</sup> de surface commerciale, plus de 2 millions de clients par an, le pôle

commercial du **Segrais/Mandinet** (Lognes, Seine et Marne, 1988) devient le **centre commercial Valorée** ; dynamisme commercial du **Val Maubuée**, après les inaugurations de Bay 2 et Bay 1 à Torcy.

- **Sénart** en mouvement : **Carré 2**, 55000 m<sup>2</sup> de commerces nouveaux, d'espaces de loisirs et de restaurant devrait générer environ 700 emplois d'ici 2007 (Unibail y investit 75 millions d'€), tandis que le centre commercial de **Boissénart** s'agrandit (budget de 77 millions d'€). Le **Grand Aquarium**, futur grand parc de loisirs d'IdF sera inauguré en 2007.

- « **SQY Ouest** », un nouveau centre commercial de 40000 m<sup>2</sup> entre enseignes à la mode et de loisirs a ouvert ses portes à l'Ouest de Paris à Saint-Quentin-en-Yvelines. A **Levallois-Perret** (Hauts-de-Seine), un centre commercial devrait quant à lui ouvrir ses portes avant 2010 (Unibail, 386 millions d'€).

- Les travaux de construction du futur centre commercial du « **Park des Merlettes** » à Ferrières-en-Brie ont débuté.

- **Euroméditerranée** a lancé des appels à consultation pour la création d'un cinéma multiplex, d'un hôtel 4 étoiles et d'un centre de congrès pour son pôle d'affaires Euromed. Choix des lauréats en 2006 et livraisons prévues en 2008.

## tertiaire

- **Pôles de compétitivité** : le CIADT a labellisé en juillet **67** pôles, qui bénéficieront de financements publics, avec l'objectif final d'accroître le poids de la France en matière d'innovation. Ces pôles visent à mettre en réseau entreprises, centres de formation et unités de recherche publique ou privée dans un esprit de synergie, dans une nouvelle logique de politique industrielle. Ce sont ainsi **1,5 milliards d'€** d'aides qui seront attribuées à ces pôles de compétitivité sur trois ans (**2005-2008**). Ces pôles s'organisent selon 3 échelles : **6 projets « mondiaux »** (dont Lyonbiopôle, Aéronautique sur Bordeaux-Toulouse, Médiatex en IdF...), **9 à « vocation mondiale »** (Image multimédia et vie numérique par exemple en IdF...), et **52 à « vocation nationale ou régionale »**. Dans cette catégorie, signalons le pôle « Ville et mobilité durables » du Val Maubuée (MLV). Ses partenaires (le CSTB, l'ENPC, l'ESIEE et l'institut francilien d'urbanisme, Bouygues...) se concerteront autour de 3 thématiques : la ville, son aménagement et sa gestion, l'habitat et la construction, la mobilité des personnes et des biens.

- **Les schémas régionaux de développement économique (SRDE)** seront expérimentés jusque fin 2009. Ainsi, la région PACA, face à la multiplication des contrats d'entreprise va élaborer un SRDE afin de développer des filières d'excellence.

- **SQY** : le marché du bureau a connu une progression de 30 % en 2004. Rappelons que ce marché de l'immobilier d'entreprise, 2<sup>ème</sup> poste de dépenses des entreprises après les salaires, pèse un poids considérable dans l'économie française. Le territoire de SQY recense à lui seul près de 95000 postes.

- La ville de **Dijon** affiche de nouvelles opportunités en matière d'immobilier d'entreprise, comme en témoigne le niveau des ventes en 2004, tout comme **Aix-en-Provence** qui s'oriente vers le développement des « bureaux parcs ».

## En bref...

### Paru(e)s

- « *Construire ensemble un développement équilibré du littoral* », étude prospective DATAR, Doc. Française.

- « *Aéroports et territoires* », cahiers IAURIF, n°139.

- *Les « cahiers du projet territorial » initiés par la DATAR.*

- *La note de Dexia sur les « finances locales dans l'union européenne, 1998-2003 », panorama des 25 pays membres. On notera l'effort des nouveaux états membres en matière de décentralisation et d'investissement.*

- *Un guide méthodologique des marchés d'étude en urbanisme, afin d'accompagner les architectes sur les nouveaux marchés issus de la puissante demande des collectivités locales en matière de projet urbain*, www.architectes.org

- « *La naissance des villes nouvelles – anatomie d'une décision (1961-1969)* », Presses ENPC et « *Paul Delouvrier, un demi-siècle au service de la France et de l'Europe* », Descartes et Cie.

- *Le guide de gestion locale sur la HQE*, Dexia.

- « *Cultures croisées* », publication de la 5<sup>ème</sup> section « aménagement-environnement » du CGPC.

- *Le guide éco 2005, « les 100 villes qui font l'économie française »*, BHM éd.

- *Dossier « Quartiers sensibles et cohésion sociale »*, J. Damon, Doc. Française.

- « *Le plan local d'urbanisme* », dans sa dimension juridique, Isabelle Cassin.

- « *La France de ponts en chaussées* », sur l'aménagement du territoire français depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, coll. Découverte, éd. Gallimard.

- *Eurosource 2005, 1<sup>er</sup> guide politique de l'Europe élargie.*

- *La 14<sup>ème</sup> éd. du guide des professionnels de l'immobilier*, www.innovapresse.com

# En bref...

## Quelques chiffres...

- 90 % des Français sont satisfaits de vivre dans leur commune (agglomération Evry)  
- 87 % des communes françaises et 83 % de la population sont concernés par l'intercommunalité - source : ADCF.

- 54 millions d'€ d'aides ont été octroyées aux entreprises en 2004 dans le cadre de la Prime d'Aménagement du Territoire.

- En juillet, le 25<sup>ème</sup> Congrès international de la population (Tours) : les grands enjeux liés à l'accroissement et au vieillissement de la population, la France championne européenne des naissances (75 millions d'habitants d'ici 2050 contre 62 millions en 2004).

## En ligne

- Une base de données des projets Urban France (plus de 450) [www.urban-france.org](http://www.urban-france.org)

- Le réseau des maisons de l'architecture ouvre son site [www.ma-lereseau.org](http://www.ma-lereseau.org)

- Les nouveaux sites : Conseil Général de l'Essonne ([www.essonne.fr](http://www.essonne.fr)), la ville de Lognes ([www.mairie-lognes.fr](http://www.mairie-lognes.fr)), le SAN du Val d'Europe ([www.valeurope-san.fr](http://www.valeurope-san.fr))

- Les centres d'affaires en France et dans le monde, [www.instant-offices.com](http://www.instant-offices.com)

- RATP développement ouvre un site Internet, [www.ratp-developpement.fr](http://www.ratp-developpement.fr)

- La CU Grand Nancy a mis en ligne son guide pour l'international où elle fait état de ses relations avec ses partenaires mondiaux, [www.grand-nancy.org](http://www.grand-nancy.org)

- **Sénart**, « 1<sup>er</sup> pôle » de développement économique du sud est de l'IdF dynamise sa croissance avec la réalisation d'un nouveau quartier tertiaire au sein du Carré. Quant à lui, le parc d'activités du Bois Chaland (**Evry Centre Essonne**) poursuit son dévt, notamment en matière de techniques de pointe.
- Les entreprises peuvent jusqu'au 31 décembre 2007 **externaliser leur patrimoine immobilier** pour un coût fiscal moindre. La loi de finances 2005 les autorise à apporter leurs actifs immobiliers à une société d'investissement immobilière cotée (SIIC) moyennant une taxe sur les plus-values.
- Le MIPIM 2005 a mis en relief les « nouvelles frontières de l'immobilier d'entreprise » : un « **regard oriental** », les grands investisseurs mondiaux regardant de plus en plus vers la Chine et l'Inde.

## environnement

- **Anticiper le réchauffement climatique dans l'aménagement du territoire** devient une priorité. Le gouvernement a intégré de nouvelles mesures au plan Climat : lutte contre le réchauffement et économies d'énergies dans le logement. D'autre part, des « scénarios climatiques de référence » doivent à présent être pris en compte dans les documents de planification et de conception, ce qui témoigne du lien étroit entre changements climatiques et urbanisme. Rappelons que la Charte de l'environnement fait partie de notre Constitution.
- La directive européenne sur la responsabilité environnementale appliquant le principe du « **pollueur-payeur** » et obligeant l'exploitant à réparer à ses frais le dommage causé par son activité, a été publiée au JO-UE. Rappelons que les Etats membres ont jusqu'à avril 2007 pour transposer cette règle dans leur droit national. [http://europa.eu.int/eur-lex/fr/search\\_oj.html](http://europa.eu.int/eur-lex/fr/search_oj.html)
- La « **Maison européenne de l'éthique et du développement durable** » devrait ouvrir ses portes à l'automne 2005 à la Défense. Ses deux axes majeurs : promouvoir les actions développées par les entreprises, les collectivités, les organismes publics et les associations dans les domaines de l'éthique et du développement territorial durable et favoriser la sensibilisation du public.
- Les **préfectures** pourraient devenir des relais locaux de l'Etat en matière de développement durable : la création d'un pôle environnement et développement durable permettra de coordonner les actions départementales en faveur de l'environnement.
- La démarche **HQE** (4<sup>èmes</sup> assises - 2005), et la labélisation **Agenda 21** favorisent de nombreuses

initiatives locales, notamment départementales avec la création d'un réseau du développement durable.

- **Les villes se mobilisent pour l'environnement !** Saint-Quentin-en-Yvelines au cœur du développement durable : inauguration de la maison de l'environnement à Magny en juin, journées portes ouvertes de la station d'épuration high tech de l'agglomération à Elancourt... tandis que Seine-Arche-Nanterre poursuit son travail de certification des bâtiments selon la démarche HQE et qu'à Ris Orangis (Evry Centre Essonne) le dock des alcools se transforme en « éco-quartier », initiative du même type à Obernai (Alsace).

- **Les énergies renouvelables ont le vent en poupe :** dans le cadre du « projet de loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique », les **parcs éoliens** ne seront plus soumis à un seuil de puissance pour pouvoir bénéficier de l'obligation d'achat par EDF, la liberté étant laissée aux communes de fixer des plafonds. Déjà en janvier, le Syndicat des Energies Renouvelables (SER) et l'Association France Energie Eoliennes (FEE) s'étaient mobilisés pour promouvoir ce type d'énergie. On prévoit 12.000 mégawatts en 2010 pour l'éolien en France et l'administration a accordé de nombreux permis de construire cette année pour des centrales. Le Conseil Général de **Loire-Atlantique** constitue quant à lui une SEM pour stimuler la construction de parcs éoliens dans son département.

- La ville de **Chambéry** investit dans le **solaire** en inaugurant la plus grosse centrale photovoltaïque de France. A noter : l'Allemagne reste en 2004 le leader mondial de l'éolien et le 1<sup>er</sup> marché du photovoltaïque.

- Le **parc « Prologis-Moissy Cramayel »** a été inauguré à **Sénart** en juin en présence de la Pte de l'ADEME, qui a souligné le caractère novateur de ce projet avec sa production d'électricité photovoltaïque raccordée au réseau. Ce parc logistique, à terme 11 bâtiments, au cœur d'espaces verts, met l'accent sur le cadre de travail, en répondant à une certification HQE : une charte a été engagée avec le SAN, qui signe ici sa 4<sup>ème</sup> charte de qualité environnementale. Le site a été choisi pour sa proximité de Paris et des autoroutes (investissement photovoltaïque 2,5 M d'€ HT, aide ADEME 40 %, rachat EDF 75600 €/an).

- Journée mondiale de **l'eau**, Symposium international de l'eau sur le thème « **l'eau et la ville** »... autant de manifestations qui ont témoigné de l'importance de **l'eau**, d'une prise de conscience des français comme des instances gouvernementales et des politiques d'urbanisme. Pendant ce temps, la nouvelle Ministre de l'écologie et du développement durable, Nelly Olin, a annoncé l'examen en seconde lecture du projet de loi sur l'eau (redevances sur l'eau, question du partage...) pour début 2006.

- La **Lyonnaise des eaux** développe des outils de connaissance, d'aide à la décision et de communication au service des collectivités locales afin de garantir une politique de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable efficace.

- **Caisse d'Epargne** et **FNTF** sont désormais partenaires pour la prévention du risque inondation et la protection de l'environnement.

## Les prochaines manifestations et rencontres de l'A.F.D.U à noter dans vos agendas...

- 8-11 octobre : Voyage d'étude à Venise
- jeudi 20 octobre : Conseil d'Administration
- mardi 22 novembre : Assemblée Générale
- jeudi 24 novembre : Journée d'étude Nantes Saint-Nazaire

sans oublier... le groupe de travail sur le SDRIF tout au long de l'année (prochaine réunion début octobre).

- **Déchets** : Si la loi prévoit que toute personne qui en produit doit en assurer l'élimination au regard du principe de « pollueur-payeur », les collectivités locales sont de plus en plus nombreuses à souhaiter l'établissement d'une **redevance** pour les artisans et les entreprises. Notons que si les **décharges** en plein air sont interdites depuis 1995, des exemples de réinsertion de ces espaces sont vivants comme à Saint Herblain à Nantes. A noter : les Assises Nationales des déchets (20-21 sept. 2005). De son côté, Lille métropole lance les travaux du plus grand centre de **valorisation organique** d'Europe.

- Autre forme de prise en compte de la **qualité** de l'environnement : le projet débattu en juin à l'initiative du CG de l'Essonne avec le CG du Val-de-Marne pour l'aéroport d'Orly : pour une redynamisation du site dans le respect de la qualité de vie des riverains alliée à la performance de la plateforme européenne.

- Le **projet Encouragement**, dont Sénart est le chef de file, réunit 9 partenaires d'Europe du Nord-Ouest en matière de management environnemental (prise en compte dans la gestion des parcs d'activités), et ce, pour un budget de 9,3 milliards d'€.

- A l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire du **Conservatoire du littoral**, le chef de l'Etat a annoncé en juillet une dotation annuelle supplémentaire de 9 millions d'€ (10 % des rivages sont sous la responsabilité de cet établissement). Le débat constructif sur l'aménagement des littoraux continue : réflexions sur l'évolution vers une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) - une démarche encouragée par l'UE - qui vise à aborder le littoral dans sa globalité, dans une logique terre-mer, grâce à une **concertation** entre élus, usagers, collectivités et associations de protection de l'environnement.

- **L'environnement au cœur des projets urbains** : **L'Allée royale inaugurée** peu avant l'été : axe historique entre les forêts de Sénart et de Rougeau devenu lieu de promenade et de loisirs.

**Val d'Europe, une ville au vert !** L'attrait des franciliens pour ce territoire qui allie technologie et environnement, se confirme en 2005... pôle économique, marchés actifs du logement et du bureau... le tout dans l'harmonie et l'équilibre : l'image de « la ville à la campagne » en Seine-et-Marne, une « qualité de vie » qui devrait porter le nombre de ses habitants à 40000 en 2007.

- **Iter a Cadarache !** Le réacteur expérimental de fusion nucléaire sera finalement construit en France. Il constituera une manne pour la Provence en terme de création d'emplois et d'aménagement du territoire. Entre 2005 et 2015, 2400 emplois sont attendus.

## Union européenne

- **La réforme de la politique de cohésion** (2007-2013) bénéficiera d'une enveloppe de 336,1 milliards d'€. La commissaire chargée de la politique régionale au sein de la commission, Danuta Hübner, a souligné « la relation entre la cohésion et la compétitivité qui sont indissociables pour le développement de l'Union ». Dans une démarche très largement consensuelle, des propositions de **réforme** ont été élaborées en 2004 pour adapter,

dès 2007, la politique des fonds de cohésion aux défis de l'Europe élargie. Les Pts de Région ont témoigné en juin de leur  **crainte** de voir leurs collectivités échapper aux aides de la politique de cohésion. Les acteurs de la ville dans le cadre du projet Urban ont quant à eux exprimé leur volonté de préserver les crédits accordés aux **zones urbaines** par la politique de fonds structurels.

- Parmi les priorités de l'Union en matière de développement régional, l'accent est mis sur la **dimension urbaine de l'Europe** : « Les villes sont les moteurs du développement régional de l'Europe et sont à ce titre essentielles pour renforcer la compétitivité européenne ». Une étude devrait être lancée par l'UE pour déterminer « comment définir une politique européenne des villes ».

- **Transports** : L'initiative **Civitas** permet à des consortiums de villes, comparables en terme de taille et de plans de développement, de mettre en place un programme de transports urbains propres de grande envergure. Civitas I avait vu la participation de deux villes françaises : Lille et Nantes. Le **projet Vivaldi** regroupe Nantes, Bristol, Bremen, Aalborg et Kaunas alors que le **projet Trend Setter** associe Lille à Prague Pecs notamment. Quelques villes récemment européennes - Debrecen (Hongrie), Ljubljana (Slovénie), Cracovie (Pologne), Tallinn (Estonie)... rejoignent Civitas : [www.civitas-initiative.org](http://www.civitas-initiative.org).

- En matière de coopération dans le domaine des transports, la SNCF veut reprendre le modèle du système d'alliance mis en place dans le domaine de l'aérien ; le « **railteam** », partenariat commercial de la grande vitesse, serait constitué dans les 3 à 5 ans à venir.

- La Commission européenne a adopté en juillet une proposition visant à pousser à l'ouverture à la concurrence des transports publics urbains, notamment en France avec la RATP et la SNCF.

- En France comme en Europe, se développent des projets d'**alternative à l'automobile** : **Lyon** et la location de vélos, **Rome** double le nombre de ses stations de métro (début des travaux octobre 2005) ou encore la CA **La Rochelle** qui expérimente des pratiques écologiques qui entrent dans le cadre du projet Civitas.

- L'Europe constitue le creuset de **projets trans-frontaliers** en terme de transports, d'autoroutes... et même en terme de projet d'agglomération. D'ici juin 2007, français et suisses vont créer une structure juridique dans le cadre d'un projet d'agglomération franco-valdo-génévoise (730000 habitants).

- Dans le cadre des **Fonds Structurels**, les programmes de développement économique et social ayant été approuvés par la Commission, les 10 nouveaux Etats membres recevront plus de **24 milliards d'€ d'aides (2004-2007)**.

## En bref...

### Initiatives

- Le Medef Val d'Oise et des entreprises locales se mobilisent pour proposer des dispositifs de soutien à la reprise et à la transmission d'entreprises.

- La CA Evry Centre Essonne met l'accent sur l'aide à la création d'entreprise (structures : réseau CREE, pépinière Magellan).

- L'Association des Communes Urbaines de France lance une collection baptisée « Initiatives » présentant les actions à caractère novateur mises en œuvre par les CU, [www.communautés-urbaines.com](http://www.communautés-urbaines.com)

### Signé(e)s

- Un protocole de coopération en matière d'urbanisme, de communication et de logement sur trois ans entre le CG des Hauts-de-Seine et la CDC.

- Le protocole « Perspectives 2005 » de soutien à l'investissement des collectivités locales en matière d'équipement public entre Dexia et la FNTP.

- Un accord de coopération entre Euro Disney Associés SCA et le CG de Seine-et-Marne dans les domaines touristique, économique et social.

- Un protocole d'accord entre l'Union des Transports Publics et le GART pour promouvoir le transport public et la mobilité durable.

- Une convention triennale de partenariat entre la CDC et l'Association des Régions de France (ARF). La CDC fournira son expertise en matière des schémas régionaux de développement économique.

### Vous serez aussi concernés par les rencontres en partenariat...

- 5<sup>ème</sup> Forum des projets urbains : 8 novembre - Paris
- INTA 29. 1<sup>ère</sup> biennale du développement urbain - novembre - Paris
- MIPIM : 14-17 mars 2006 - Cannes
- Global City : 17-19 mai 2006 - Lyon

*nous vous signalons...* jusqu'au 11 sept. à la Cité de l'architecture et du patrimoine (Paris), l'exposition « d'île en île », autour du potentiel de développement urbain et de l'attractivité de l'île Seguin à Boulogne-Billancourt et de l'île de Nantes (prochaine journée d'étude de l'A.F.D.U).

# ...la vie de l'A.F.D.U...

Rappelons qu'**Isabelle ROY** a remplacé, au poste d'Assistante de la Secrétaire Générale de l'Association, **Amalia Martinez** qui a rejoint le San de Sénart ; nous souhaitons la remercier une nouvelle fois pour son professionnalisme et son efficacité.



Isabelle Roy



Amalia Martinez

- La Commission européenne à la concurrence décide d'assouplir son projet de **réglementation des aides d'Etat à finalité régionale**. Cette décision a été accueillie avec satisfaction en France, la Prime d'Aménagement du Territoire (PAT) représentant la principale de ces aides nationales (50 millions d'€ ont permis en 2004 aux entreprises d'investir 1,1 milliards d'€).
- **L'Allemagne** a adopté une loi favorisant les partenariats public-privé (PPP), notamment dans les domaines du bâtiment public (écoles, hôtels de ville...) et des infrastructures de transports comme les autoroutes.
- L'industrie des centres commerciaux est considérée en Europe comme un « **moteur de développement durable pour les villes** » (congrès IGSC 2005).
- **Europe de l'Est** : Klépierre a acquis **12 centres commerciaux en Hongrie** avec une participation de 50 % dans la société qui les gère (285 millions d'€). Ils sont situés « au cœur de l'activité commerçante des principales villes hongroises » avec une surface totale d'environ 168.000 m<sup>2</sup>. Notons que la BEI va financer la construction de la 4<sup>ème</sup> ligne du **métro de Budapest**.
- Une enquête « horizons régions » tente de trouver « **la sœur jumelle** » de chaque région française à l'échelle européenne en comparant PIB, démographie et secteurs d'activités. Ainsi, il apparaît notamment que la « sœur européenne » de l'IdF serait le « Grand Londres » et celle de la région Paca, la Hollande méridionale (les Echos).
- Le **partenariat euro-méditerranéen** favorise la coopération et le développement des villes en réseau en Europe avec celles des pays méditerranéens, dans le cadre d'une réflexion sur des questions de pratiques en matière de gestion urbaine.
- Dans le cadre d'une **Europe « géographique »**, une 40<sup>ème</sup> de pays européens travaillent sur un projet d'élaboration d'une structure globale de données spatiales pour les 10 ans à venir (lgn).

## architecture

- Le conseil national de l'ordre des architectes a publié une **charte d'engagement** concernant le respect des 4 aspects du développement durable, culturel, social, environnemental et économique, [www.architectes.org](http://www.architectes.org)
- Première **exposition universelle** du 21<sup>ème</sup> siècle, Aïchi 2005 - Japon, jusqu'à fin septembre - a mis l'accent sur les problématiques de la technologie et du développement durable.
- **La Cité de l'architecture et du patrimoine** (Palais de Chaillot, Paris) a reçu son statut définitif d'Etablissement Public placé sous la tutelle du ministère de la culture et de la communication. Chantier majeur jusqu'à son ouverture au public en 2007.
- Lors de l'**édition 2005 des rendez-vous de l'architecture**, les débats ont évolué autour des concepts de ville et de région et de leur synergie en tant qu'espace urbain, [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)
- **Europe** : pour la nouvelle Pte du Conseil des archi-

tectes de l'Europe, M-H. Lucas, « les politiques architecturales dans des contextes urbains ou territoriaux sont le fer de lance pour une meilleure qualité de vie des citoyens de l'union ».

## communication

- **Identité de territoire ou identité de marque ?** « La Septimanie » pour le Languedoc-Roussillon, « l'Anjou » pour le Maine-et-Loire... Autant de collectivités locales qui jouent le jeu du marketing de l'appellation comme source de visibilité. Au même moment, la région Rhône-Alpes investit pour changer d'identité visuelle, autant de formes de dynamisme qui témoignent du lien de nos collectivités avec le monde de la communication.
- **Télévisions locales, une première !** La CA de SQY a décidé de racheter son réseau câblé, qui sera géré par une SEM, sachant que France télécom câble reste partenaire de la collectivité jusqu'en 2008. A propos du petit écran, 87 % des personnes connaissent leur chaîne locale et 90,2 % trouvent que la télévision locale est proche des habitants (médiamétrie).
- **NTIC** : Le groupe France Télécom a annoncé l'an dernier un plan d'investissement de 250 millions d'€ sur trois ans (2005-2007) pour réduire des coûts de **raccordement au haut débit** de 120000 entreprises implantées dans 2000 zones d'activités économiques (ZAE).
- **L'ère de la dématérialisation** a commencé. Les administrations doivent depuis le début de l'année recourir aux outils électroniques pour réceptionner les offres des entreprises. Dès 2004, l'Etat avait choisi la plateforme [achatpublic.com](http://achatpublic.com).
- La veille et l'intelligence économique deviennent des enjeux majeurs pour les territoires, comme en témoigne une enquête AMF-ETD.

## autres manifestations, quelques dates...

- **La semaine européenne de la mobilité** 16-22 sept.
- La FFB organisera sa 3<sup>ème</sup> éd. de l'opération « **les coulisses du bâtiment** » 7-8 oct. Plus de 300 chantiers de France seront alors ouverts au public, [www.ffbatiment.fr](http://www.ffbatiment.fr)
- **La Convention nationale des avocats** sur le thème de la sécurité juridique au cœur des collectivités locales, Marseille 20-21 oct.
- **La 8<sup>ème</sup> éd. des « Entretiens Territoriaux de Strasbourg »**, 6-8 déc., sur le thème « l'innovation au service des politiques publiques locales ».
- **La 4<sup>ème</sup> édition du SIMI** : 2 décembre.

Lettre bimestrielle de l'A.F.D.U (500 exemplaires)

Directeur de publication : Daniel VACHEZ - Rédaction : Patricia Corpechot - 01 64 62 43 02

Dépôt légal n° 1161-4021

Tout commentaire ou suggestion seront les bienvenus.